

Puissante ou fragile Allemagne?

Anne-Marie Le Gloannec

Volume 13, numéro 3, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701389ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701389ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Le Gloannec, A.-M. (1982). Puissante ou fragile Allemagne? *Études internationales*, 13(3), 559–562. <https://doi.org/10.7202/701389ar>

LIVRES

1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

PUISSANTE OU FRAGILE ALLEMAGNE?*

Anne-Marie LE GLOANNEC**

À peine un an ou deux auront suffi pour dissiper le mythe du « modèle allemand » qui nous a hanté dans les années soixante-dix – comme auparavant nous avait hanté le « miracle allemand ». À la crainte d'une Allemagne trop puissante qu'un « cercle vertueux » semblait préserver des contraintes économiques internationales, qui, après des années d'impuissance politique – « géant économique mais nain politique » – trouvait enfin place parmi les Grands, succède celle d'une Allemagne, endettée, en proie à l'entropie économique et démographique, en proie aussi au vertige du neutralisme et du repli sur soi. Naguère « locomotive » des économies occidentales, fidèle alliée des États-Unis dont elle était, selon certains, le « relais » ou le point d'ancrage en Europe, la République fédérale paraît aux opinions publiques occidentales soudain fragile, maillon faible de l'Alliance atlantique, « ventre mou » de l'Europe.

À l'évidence, le changement de perspectives qui s'est opéré au cours des mois passés n'a pas manqué d'oblitérer certains jugements portés à la fin des années soixante-dix, voire au début de l'année quatre-vingts – c'est notamment le cas de Lawrence Whetten et de Martin Saeter qui insistent sur la stabilité allemande – alors que les auteurs des deux livres collectifs se montrent après coup plus clairvoyants. On se gardera certes de mauvais procès et d'accuser certains politologues de n'être pas prophètes. Risquant un lieu commun, on rappellera que le système international est en pleine mutation alors même qu'en Allemagne surgissent des courants profonds : l'un et l'autre mouvement coïncident et se nourrissent mutuellement sans qu'il eut été possible de les prévoir il y a quelques années.

Néanmoins, certaines lignes de force – ou... de faiblesse – se dessinaient dans les années soixante-dix, qui laissaient entrevoir l'Allemagne des années quatre-vingts. Pour puissante qu'elle est devenue au cours de la décennie passée, l'Allemagne n'en était pas moins vulnérable économiquement, militairement, psychologiquement.

Sur le plan économique, bien que second, voire premier exportateur mondial, la RFA a perdu un certain allant. Non seulement les conditions de production nationale se sont

* HANRIEDER, Wolfram (Ed) *West German Foreign Policy: 1949 - 1979*. Boulder (Col.), Westview Press, 1980, 259 p.

KOHL, Wilfrid L. et Georgio BASEVI (Eds.) *West Germany: A European and Global Power*. Lexington (Mass.) - Toronto, Lexington Books 1980, 240 p.

SAETER, Martin *The Federal Republic, Europe, and the World: Perspectives on West German Foreign Policy*. Oslo-Bergen-Troms, Universitetsforlaget, Norwegian Foreign Policy Studies No 31, 1980, 128 p.

WHETTEN, Lawrence L. *Germany East and West: Conflicts, Collaboration, and Confrontation*. New York, New York University Press, 1980, 229 p.

** Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

Revue Études internationales, volume XIII, n° 2, juin 1982

détériorées mais encore le dynamisme industriel, l'audace technologique se sont essoufflés. Julia Dingwort-Nusseck (in Hanrieder), Wolfgang Hager, Wilhelm Hankel et Hans-Herbert Weber (in Kohl et Basevi) notamment analysent les raisons de cette perte de vitesse : un déficit croissant, la chute des profits et des investissements, l'effritement du consensus social, l'enrayement du processus de prise de décision.

Sur le plan politico-stratégique, bien que le Sommet de la Guadeloupe ait consacré la montée en puissance de la RFA, celle-ci demeure soumise à des limitations juridiques, à des pesanteurs psychologiques – qu'à notre regret aucun des auteurs n'analyse en détail –, en particulier aux préventions de ses voisins occidentaux ainsi qu'aux contraintes qu'implique une situation géographique exposée, au coeur de l'Europe, aux confins du bloc soviétique.

Ces vulnérabilités ont été perçues de façons différentes en Allemagne et à l'étranger. Alors que ses alliés ont eu tendance à surestimer ses capacités et l'ont notamment incitée à dépenser ou à se dépenser davantage pour le bien commun, la République fédérale nourrit un sentiment d'insécurité profonde, hérité du passé – selon la formule de Jan Reifenberg (in Hanrieder p. 72), « the Germans have had their share of crisis » –, et qui l'entraîne tout à la fois à décliner et à endosser certaines responsabilités internationales.

Sa prospérité économique en effet et son existence étatique requièrent la stabilité mondiale et, de sa fonction de payeur et de défenseur du système, elle tire, au regard de ses alliés, une partie de sa légitimité. Au demeurant – du moins depuis que la coalition sociale-démocrate est au pouvoir –, les dirigeants ouest-allemands se sont plus efforcés d'« acheter » des concessions politiques que de sanctionner leurs partenaires. Helmut Schmidt avait néanmoins, au sommet de Porto-Rico, menacé de couper les crédits à un gouvernement italien comprenant des ministres communistes (cf Lawrence Whetten pp. 143-144).

De façon apparemment paradoxale toutefois, la politique économique ouest-allemande n'a pas toujours contribué à assurer la stabilité des systèmes économiques européen et international puisqu'en accumulant des surplus, qualifiés parfois de « structurels », Bonn imposait à ses partenaires un déficit durable. Wolfgang Hager relève avec beaucoup de finesse que l'extraordinaire succès commercial de l'Allemagne d'après-guerre tient en deux explications : « an attitude toward the international environment characterized by a deep, historically-derived, sense of insecurity; and a capacity of social (self) control which allows that sense of insecurity to shape a pattern of economic behavior that tends toward overcompensation » (in Kohl et Basevi p. 3).

En définitive, tant les attentes des partenaires de l'Allemagne que les objectifs de celle-ci, compte tenu de ses capacités, sont étonnamment contradictoires et l'on devra se demander si les dirigeants allemands sont vraiment animés de cette volonté d'influence dont le succès ou l'échec reposent à la fois sur l'interaction des atouts et vulnérabilités du système économique, politique, militaire et social allemand avec le système international et sur la dialectique des représentations de la puissance, – c'est-à-dire la perception qu'ont les opinions publiques et les gouvernements étrangers de la puissance allemande et celle que les dirigeants de Bonn ont à la fois de leur propre puissance et des perceptions étrangères –.

À cette question, Susan Strange (in Kohl et Basevi p. 55) répond par la négative. Citant Michaël Kreile, elle note que la contribution de l'Allemagne au prêt à l'Italie et son soutien au FMI « do not represent a will to power. Rather they represent defensive measures intended to stabilise trade partners », pour conclure : « Such passivity has reflected a profound absence of any sense of responsibility for the global system, a deep indifference to it *except as it affected Germany* (en italique dans le texte). The confident assumption was that the United

States could safely be left to get on with running the global system while Germany created for itself an island of stability immune to all that went on outside ».

Les constats portés – notamment par W. Hager, S. Strange et O. Czempiel in Kohl et Basevi – nous amèneraient à conclure que la politique étrangère de la République fédérale s'est inscrite sous le signe d'une double impuissance. D'une part, les dirigeants allemands ont cherché à user de leur puissance économique pour stabiliser le système économique international sans pour autant y parvenir : seuls les effets négatifs d'une politique mercantiliste se sont fait sentir chez les partenaires de l'Allemagne. Ils n'ont d'autre part pu convertir en influence politique leurs ressources économiques quand bien même leurs voisins analysaient la domination économique allemande en termes de volonté de puissance : « ... the Federal Republic does not directly take advantage of its economic power, but suffers from the fact that it is felt indirectly » (O. Czempiel in Kohl et Basevi p. 95).

Il faut toutefois tempérer ce constat un peu trop négatif en rappelant que la RFA a constamment cherché d'une part à stabiliser, notamment par le biais du Serpent monétaire européen puis du Système monétaire européen (dont parlent quelques auteurs) ou encore en injectant de l'argent à l'Italie ou aux partis socialistes d'Espagne et du Portugal. Ces derniers, d'autre part, lui servent parfois de relais en Amérique latine, de même que les Fondations proches des partis politiques allemands, la Friedrich-Ebert-Stiftung, proche du SPD, cherchent à développer dans le Tiers-Monde la présence allemande.

Néanmoins, on ne s'étonnera pas que d'exigences contradictoires, que d'une certaine impuissance un malaise soit né, un désenchantement à l'égard d'un environnement troublé qui multiplie des signaux antinomiques, une tendance au repli, à une « germanisation » parfois qualifiée de « finlandisation ». C'est en partie dans les bouleversements du système international, dans l'effritement des cadres politico-militaires de l'après-guerre, dans l'abaissement des États-Unis et la globalisation du pouvoir soviétique qu'il faut chercher les causes de la mutation allemande. D. Calleo note à cet égard (in Hanrieder p. 13) : « Should a major breakdown of the world economy occur, the incentives for a more independent Europe will rise dramatically. Germany cannot avoid being at the center of that issue. Nor, of course, is it realistic to take for granted the continuing stability of the Soviet sphere ».

Le relâchement des liens germano-américains ne tient pas seulement à une suite de malentendus que l'administration Carter particulièrement a entretenus dans le domaine militaire – Catherine Mc Ardle Kelleher analyse ceux-ci dans son chapitre sur les rôles de l'Allemagne dans l'OTAN, in Hanrieder –, ou encore à une âpre concurrence entre les deux principales puissances commerciales – on pense ici à la vente de technologie nucléaire au Brésil –.

Il s'est accusé avec les incertitudes qui pèsent sur la protection américaine, avec le désintérêt relatif dont Washington a longtemps fait preuve à l'égard du problème de l'équilibre militaire en Europe puis sa répugnance à engager les négociations portant sur la réduction des armes de théâtre, avec enfin une apparente incompétence dont les Européens craignent fort qu'elle conduise à la guerre.

Bien plus, en même temps que la République fédérale doutait de l'autorité et de l'efficacité du leadership américain, elle perdit foi dans les valeurs américaines ou plutôt dans ce qu'elle concevait être les valeurs américaines : les États-Unis cessaient de fasciner les élites ouest-allemandes. Aussi bien, Martin Hillenbrand, ancien ambassadeur des États-Unis en République fédérale note (in Hanrieder p. 91) qu'une relève s'opérait à Washington sans qu'on puisse remplacer les anciens routiers, experts des questions allemandes.

C'est sur le comportement vis-à-vis de la puissance soviétique que se sont cristallisées les incompréhensions germano-américaines. L'Allemagne, plus que les États-Unis, mise sur

la détente. Non seulement la perpétuation de la détente justifie une politique menée depuis plus de dix ans – et partant le gouvernement social-démocrate qui l'incarne –, non seulement elle facilite le développement d'échanges commerciaux fructueux entre Bonn et les capitales orientales, mais surtout elle donne à la RFA un sentiment de sécurité et renforce l'existence d'une communauté inter-allemande.

Au niveau des attitudes, la poursuite de la politique de détente relève d'une crainte de la puissance militaire soviétique – qu'analyse Peter Merkl in Hanrieder en se fondant malheureusement sur des sondages anciens –, et aussi d'une confiance dans la supériorité de la diplomatie européenne et allemande, de modération qui confine parfois à la pusillanimité, d'angoisse existentielle et d'inquiétudes allemandes.

Comme une peau de chagrin, la conception allemande de la détente s'est rétrécie, de résignation en résignation (W. Hanrieder in Hanrieder ed. p. 28 note sans complaisance : « Dynamic as Brandt's Ostpolitik was in many ways, it was nonetheless fundamentally a policy of resignation, designed not so much to bring about changes for a foreseeable future as not to foreclose possibilities for an unforeseeable future ») pour ne plus couvrir que le champ des relations inter-allemandes. À preuve, la poursuite des entretiens Honecker-Schmidt lors même du coup d'État militaire en Pologne. C'est là un démenti infligé à ceux qui, comme Lawrence Whetten (p. 168-169) croyaient constater l'indifférence des Allemands de l'Ouest pour ceux de l'Est.

Pour le reste, l'Ostpolitik a paru se vider de son sens. Il ne s'agit plus d'aider à une transformation progressive des gouvernements d'Europe orientale (ainsi que le relève W. Hyland in Hanrieder p. 123), encore moins d'obtenir des concessions quelles qu'elles soient, notamment par le biais de sanctions économiques.

Quelles seront les fins dernières de cette politique ? À moins qu'un projet politique n'aboutisse, dont on ne sait ce qu'il serait (selon l'excellente formule de W. Hanrieder in Hanrieder p. 26, « German foreign policy goals... became more muted »), dans un contexte européen et international transformé, l'Allemagne risque fort de s'enliser, sujette aux pressions de l'Europe orientale. On regrettera à ce propos que Lawrence Whetten n'analyse pas le commerce inter-allemand en tant que moyen de pression de Berlin-Est et de Moscou.

Contrairement à la thèse de Martin Saeter qui parle d'une multilatéralisation de sa politique dans le cadre de la Communauté européenne, ce n'est pas celle-ci qui offrira un point d'ancrage à l'Ouest. Non que Bonn ne le souhaite : au début de l'année 1981, le ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, proposait la relance d'une union politique européenne et l'on sait l'intérêt que le gouvernement, les milieux d'affaires et les syndicats attachent à l'élargissement de la Communauté aux pays de l'Europe méridionale (cf. sur ce point Beate Kohler in Kohl et Basevi).

Quant au mariage franco-allemand, il repose sur une ambiguïté : plus neutraliste, jusqu'à une période récente, que sa voisine orientale, la France est devenue, par une ironie de l'histoire, le plus fidèle allié des États-Unis, à la fois parce qu'elle le pouvait – s'étant dédouanée par trente ans de nationalisme – et parce qu'elle le devait – le barrage allemand s'effritant du fait d'une « finlandisation ». La conversion atlantique de la France n'est toutefois que partielle : elle n'empêche pas un certain nationalisme que traduisent les nationalisations ou la « reconquête du marché intérieur ».

Ce phénomène de repli national, de ressourcement historique semble gagner tout le vieux continent et la quête de l'Europe se fait en ordre dispersé. C'est cependant en Allemagne qu'il est le plus marqué, non sans raisons puisque la partition territoriale et le décalque des institutions, voire des valeurs américaines a privé l'Allemagne de ses racines. La quête de l'Europe, dans les prochaines années, se fera à travers l'Allemagne.